

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....

Nord et limitrophes.....	3 mois, 22.00;	6 mois, 40.00;	1 an, 76.00
Autres départements.....	— 25.00;	— 45.00;	— 80.00
Belgique.....	— 25.00;	— 45.00;	— 80.00
Union Postale; Tarif A.....	— 35.00;	— 70.00;	— 140.00
Tarif B.....	— 50.00;	— 100.00;	— 200.00

REDACTION.....

ROUBAIX.....	62 à 71, Grande-Rue, Tél. 327.54, 327.56, 327.57.
TOURCOING.....	26, rue Carpe, Tél. 37.
LILLE.....	2, rue Falck, Tél. 589.51.
PARIS.....	15, boulevard des Italiens, Tél. Louvre 09.40.
MOUScron.....	305, rue de la Station, Tél. 5.44.

UN CAMION DELAHAYE
BONNE DE L'ESSE
A VOTRE ENTREPRISE

GOBERT Frères
204, rue Nationale
LILLE

BILLET PARISIEN

Fin d'année politique

(D'UN REDACTEUR SPECIAL)

PARIS, 30 DECEMBRE (Midi).

L'année politique s'achève sur le discours du président Roosevelt qui n'a pas craint de dire, devant les peuples assemblés, les mauvais bergers qui poussent les nations vers de nouveaux conflits sanglants.

A l'époque où les cartomanciers redoublent de journalistes qui les interrogent leurs prophéties sur l'année qui vient, on voudrait pouvoir considérer la manifestation oratoire du Président des Etats-Unis comme le geste d'une orientation salutaire de la situation mondiale. Mais pourquoi faut-il que l'inconscience même de la thèse qu'il défend empêche le chef de la grande république américaine d'agir efficacement sur les choses d'Europe?

Si l'on veut avoir un exemple de l'absence de portée pratique de ce discours retentissant, il suffit de voir la façon dont l'opinion allemande réagit à cette mercuriale qui s'adressait visiblement au chancelier Hitler en même temps qu'à quelques autres. Sur un mot d'ordre évident, les journaux d'outre-Rhin affectent d'interpréter le discours de M. Roosevelt comme une approbation des idées appliquées par le III^e Reich. Certainement, ces journaux ont dit au Président des Etats-Unis ce qu'il n'a jamais voulu dire, mais la pensée de M. Roosevelt est à ce point confuse qu'elle peut facilement donner prise à des manœuvres de ce genre.

L'idée dominante de la politique américaine depuis la guerre a été de ne pas entraîner le nouveau continent dans les complications de l'ancien. Il ne semble malheureusement pas que M. Roosevelt ait surmonté cette crainte persistante de responsabilité; c'est probablement à cette crainte qu'il faut attribuer la singularité « balance ment » des arguments développés dans le discours présidentiel qui a, tour à tour, proclamé les vertus de la Société des Nations et critiqué le traité de Versailles!

Or, l'Allemagne n'est-elle pas fondée à répondre qu'elle combat la Société des Nations comme l'héritage le plus direct du « traité de Versailles »?

On n'encourage véritablement dans la voie de la paix, en cette année 1934 qui s'annonce comme un jour gris et triste de crépuscule, qu'autant que les notions de paix et de désarmement sortent du domaine des généralités vagues pour entrer dans le domaine des possibilités immédiates.

Et ces possibilités immédiates ne naîtront que d'une seule bonne volonté de tous, bonne volonté qui doit s'affirmer moins par des paroles que par des actes.

R.

Un effroyable accident d'aviation à Ruysselede, près de Thielt

Trompé par le brouillard et pris dans la gigantesque araignée de la station de T.S.F., un avion postal de la ligne Cologne-Bruelles-Londres heurte un pylône, s'abat, se brise et s'enflamme

LES DIX VOYAGEURS SONT CARBONISÉS



EN HAUT: Les enquêteurs et le service d'ordre près de l'appareil, que l'on a entouré de barbelés. EN BAS: Les débris de l'avion sous lesquels gisent dix corps carbonisés et calcinés.

(DE NOTRE ENVOYÉ SPECIAL)

L'effroyable et consternante catastrophe causée par l'épouvantable catastrophe de chemin de fer de Lagny, près de Paris, sous lointain apaisé et voici que le brouillard ennemi vient de provoquer un autre malheur.

Mis en difficulté par l'absence presque totale de visibilité, un avion postal britannique de la ligne Cologne-Bruelles-Londres a heurté hier après-midi samedi, à 13 heures, un pylône géant de la station de T.S.F. de Ruysselede, à quelques kilomètres de Thielt (Belgique).

L'avion s'est écrasé à terre et, au moment où de courageuses personnes commencent à porter secours aux

malheureux voyageurs qui, croit-on, n'avaient pas tous succombé, l'appareil a pris feu et les dix corps ont été carbonisés. Plusieurs des sauveteurs ont été atteints par les flammes et l'un d'eux, plus grièvement atteint, a dû être conduit à l'hôpital de Bruges.

Cet effroyable accident qui vient endeuiller la veille du Nouvel An comme la catastrophe de Lagny avait endeuiller la veille de Noël, a causé une profonde émotion en Belgique et jette la consternation en Angleterre, huit des victimes étant de nationalité britannique.

Ce nouveau drame de l'aviation, en effet, se produit dix mois après celui de Dixmude où quinze personnes trouvèrent la mort. On se souvient que le 28 mars dernier, le trimoteur géant « City-of-Liverpool », également anglais, s'écrasa, explosa et s'enflamma à Essen, et que les douze passagers, ainsi que les trois hommes de l'équipage furent carbonisés comme ceux de l'« Aero 10 ».

Encore une fois, l'humanité paie au progrès une terrible rançon. Et, ici, par un déplorable enchaînement de circonstances, deux des inventions dont notre siècle est le plus fier se conjurent avec l'élément aveugle pour aboutir au désastre qui nous laisse avec notre impuissance et nos larmes.

Voici, sur ce terrible accident, les renseignements les plus précis et les plus détaillés recueillis au cours d'une enquête que nous avons faite sur place et auprès des témoins, dans la nuit lugubre.

L'état des lieux

Une toile d'araignée géante

C'est à l'emplacement de la station de T.S.F. de Ruysselede, poste émetteur de télégraphie pour l'Amérique, que s'est produite la catastrophe.

Ruysselede est une bourgade située près de Thielt, à peu près au centre du triangle formé par Courtrai, Gand et Bruges et approximativement à une trentaine de kilomètres de chacune de ces villes. La station se trouve à une

M. Paul-Boncour nous parle des relations franco-allemandes

Paris, 30 décembre. — L'ambassadeur de France à Berlin, est parti aujourd'hui et fera au chancelier, dès le retour de celui-ci à Berlin, une communication officielle dont la teneur essentielle a été fixée dans l'aide-mémoire qui sera remis à la suite de cette communication et que M. François-Poncet emporte avec lui.

A ce sujet, M. Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères, nous a fait samedi matin, la déclaration suivante :

« Je ne comprends pas du tout qu'on puisse poser la question : « Y aura-t-il des conversations directes ? » Mais qu'est-ce que nous faisons depuis plusieurs semaines, sinon cela ? ou alors c'est qu'on entend par conversations directes des rencontres sensationnelles.

« La voie normale de chancelleries elles-mêmes, préparant les rencontres normales, la Société des nations garde nos préférences. Nous espérons sincèrement que la communication que va faire M. François-Poncet, conformément aux décisions du Conseil des ministres, est de nature à persuader le gouvernement allemand que la voie des négociations d'armement générales et équitables, dans une sécurité mutuelle, reste largement ouverte. Il dépend de la collaboration dans ce sens entre l'Allemagne et la France de donner aux travaux de Genève un nouvel élan.

« Vous connaissez la fermeté de notre attitude en ce qui concerne la Société des nations. Aussi, avons-nous été particulièrement heureux du noble discours du président Roosevelt, ainsi que des déclarations de MM. Molotov et Litvinoff. Nous avons été d'accord avec M. Benès, sir John Simon et M. Hyman, lors de leurs récentes visites, pour estimer que la Société des nations sortirait victorieuse de ses difficultés présentes. Les événements sont en train de nous donner raison.

« De même, la politique de pactes et d'ententes contre l'agression pratiquée par nous, encouragée par nous et qui tisse progressivement un réseau de sécurité sur la partie menacée de l'Europe, a témoigné pleinement de ses effets entre la Russie et ses voisins et va résulter dans les Balkans des progrès nouveaux.

« Nous sommes dans la bonne voie. Restons-y. Ce n'est pas un souhait que je forme, c'est une volonté que j'affirme ».

LE DOYEN DES JOURNALISTES DU NORD M. Lodois Desmarchelier du « Journal de Roubaix »

Ce que Lodois n'a pas dit

Chers Lecteurs, Lodois vous a démissionné sa vie de journaliste et de journaliste. Il n'a pas tout dit, je complète ! Vous avez vu ! vous serez émus :

En 1915...

C'était pendant l'horrible guerre ; nous commençons à souffrir de la faim ; nous ne trouvons plus les vitres nécessaires à notre subsistance. Chaque mois, je réunissais les membres de mon personnel restés autour de moi, inoccupés, tristes et souvent découragés. Je leur distribuais mensuellement les ressources dont le « Journal de Roubaix » jouissait encore. Et Lodois de me dire, spontanément :

« Madame, je suis un vieux garçon, un vieux dur-à-cuire, moi ! Je ne puis pas passer de beaucoup de choses. Mais pourtant, j'ai quelques petites économies. Si vous voulez bien, je vais commencer à les manger, et quand je n'aurai plus rien, je vous promets de venir vous le dire. En attendant, donnez, je vous prie, à X... à Y... à Z... qui ont des enfants et toute une famille à nourrir. »

Et Lodois ne revint plus.

Toujours pendant la guerre...

Si je ne reviens plus Lodois chaque mois, il m'est arrivé souvent de le revoir dans nos bureaux, toujours gai. Et je me rappelle que, devant le doute et le découragement de certains, je disais : « Voyons, mes amis, supposons qu'on nous prenne tout ce qui est en dans la maison, toutes les machines, tout ce que nous possédons. Il y a une chose qu'on ne peut pas nous prendre, qu'on ne nous prendra jamais, c'est le titre du « Journal de Roubaix ». Et avec cela on est riche.

« C'est pourtant vrai, s'écriait Lodois : Quand on achète un journal, c'est le titre qu'on paie ! Et cela ne se perd pas pourvu qu'on sache écrire ! Il resuscite.

Et Lodois, alors, riait de tout son cœur.

Une nuit...

Une nuit, je me trouvais dans nos ateliers à quatre heures du matin.

LE PASSIF DU CRÉDIT MUNICIPAL DE BAYONNE S'ÉLÈVERAIT A 200 MILLIONS

Bayonne, 30 décembre. — M. Tissier, directeur du Crédit Municipal de Bayonne, a été interrogé par M. d'Uhalt, juge d'instruction.

M. Delzangles, du Barreau de Paris, que l'inculpé avait choisi comme défenseur a refusé de lui prêter assistance. C'est M. Delmas, du Barreau de Bayonne qui assumera sa défense.

On ne peut encore préciser le montant des débouchements. Toutefois, l'inculpé aurait déclaré qu'il approcherait 200 millions. Ce chiffre paraît vraisemblable, car des compagnies d'assurances, des notaires de tous les coins de la France avaient placé de l'argent en bons du Crédit Municipal de Bayonne.

Il semble que Tissier ne fut qu'un comparse dans cette affaire. Il a d'ailleurs lui-même mis en cause de nombreuses personnalités. En tout cas, il a eu des complices puissants, notamment Stavisky, né en 1886, à Subroka (Russie), mais naturalisé Français, président de plusieurs conseils d'administration et diamantaire à Paris et qui a déjà eu mille à partir avec la justice en 1926.

C'est lui qui plaça par millions, avec d'autres complices, dans les banques de la capitale et les sociétés d'assurances, les bons du Crédit Municipal, signés en blanc par les contrôleurs. Si la souche et le talon du bon portaient, par exemple, 1.000 francs, Tissier pouvait payer la somme à échéance, mais le bon détaché pour le client portait des sommes atteignant un ou plusieurs millions.

Cette émission inconnue de bon-avait-elle, dans les coffres du Crédit Municipal, une contre-partie partielle en bijoux ou en pierres précieuses ? On le saura après la levée des scellés posés sur les coffres.

Ajoutons que Tissier prétend n'avoir eu aucun bénéfice dans cette affaire.

D'ailleurs, Stavisky, que la police recherche, a disparu depuis huit jours du palais des Champs-Élysées où il occupait, à l'année, sous le nom d'Alexandre, un somptueux appartement.

Je pars pour Vienne, dit-il, en regardant sa note.

Cette nouvelle « affaire Stavisky » met de nouveau les policiers sur les traces d'un extraordinaire spécialiste de l'escroquerie bancaire.

Sa fortune, qui est réelle, et qui lui permettait de mener un fastueux train de vie — n'avait-il pas, tout au long du jour, deux « quarante chevaux » à sa disposition devant son hôtel ? — avait été acquise uniquement au moyen d'escroqueries dont la « technique » déconcerte.

Il exerça surtout cette activité d'un ordre spécial en 1925 et en 1926. Il monta alors et presque en même temps une société pour la production d'un consommé à base de viande de bœuf, la « Compagnie Industrielle Trapezon, tinérale », le « Trust des cinémas », etc.

Toutes ces raisons sociales, lancées à grand renfort de publicité, cachèrent

L'ambassadeur des Etats-Unis en France a démissionné

Washington, 30 décembre. — M. Jesse I. Straus a remis au département d'Etat sa démission d'ambassadeur des Etats-Unis en France.

On ignore encore à partir de quelle date cette démission sera effective. La démission de l'ambassadeur est due au refus des grands magasins de nouveauté, dont M. Straus est propriétaire, de signer le charte N. E. A. réglementant le travail dans le commerce de détail.

M. Straus estime qu'il ne peut rester au service du Gouvernement avec lequel il se trouve en désaccord sur un des points les plus importants du programme de redressement national.

Un manifeste du chancelier Hitler au peuple allemand

Berlin, 30 décembre. — A la veille du Nouvel An, le chancelier Hitler a adressé au peuple allemand le manifeste suivant :

« Soyons durs et résolus, fidèles et disciplinés au cours des mois qui vont suivre. Ne pourrions qu'une fin : rendre à l'Allemagne le bonheur et la liberté et honorer à nos millions de compatriotes. Pour l'Allemagne, telle fut la devise initiale de notre lutte, telle en sera la devise finale. »

LE ROI DU PÉTROLE SE DISTRAIT...



Sur Henry Deterring, financier anglais, appelé le roi du pétrole, photographié avec ses petits-enfants à Saint-Moritz, en train de partir.

Mademoiselle Paris 1934 donne son concours à une fête de charité



M^{lle} Elisabeth Argel, qui a été élue « Mademoiselle Paris 1934 », est partie pour Nice, où elle doit interpréter au cours d'une fête de charité, un sketch musical avec la collaboration de deux de ses concurrentes à l'élection, M^{lles} Pépa Cara et André Bert.

De gauche à droite: Mlle Argel, M^{lle} Pépa Cara et André Bert.